



Article de recherche

# LOS GALINDOS : ANATOMIE D'UN ÉCHEC INSTITUTIONNEL. LEÇONS CRIMINOLOGIQUES, JUDICIAIRES ET VICTIMOLOGIQUES UN DEMI-SIÈCLE PLUS TARD

*Traduction en français à l'aide de l'IA (DeepL)*

**Francisco Pérez Fernández**

Docteur en philosophie et sciences de l'éducation

Université Camilo José Cela, Madrid (Espagne) [fperez@ucjc.edu](mailto:fperez@ucjc.edu)

Identifiant ORCID : 0000-0002-3039-2397

Google Scholar : [https://scholar.google.es/citations?hl=es&user=O\\_7qrwgAAAAJ](https://scholar.google.es/citations?hl=es&user=O_7qrwgAAAAJ)

**Francisco López Muñoz**

Professeur titulaire de pharmacologie et vice-recteur chargé de la recherche, des sciences et du doctorat à l'université Camilo José Cela, Madrid (Espagne)

[flopez@ucjc.edu](mailto:flopez@ucjc.edu)

Identifiant ORCID : 0000-0002-5188-6038

Google Scholar : <https://scholar.google.es/citations?user=IbuwtWgAAAAJ&hl=es>

Reçu le 24/03/2026

Accepté le 01/06/2026

Publié le 30/06/2026

doi : <https://doi.org/10.64217/logosguardiacivil.v4i2.8949>

Citation recommandée : Pérez, F. et López, F. (2026). Los Galindos : anatomie d'un échec institutionnel. Leçons criminologiques, judiciaires et victimologiques un demi-siècle plus tard. *Revue Logos Guardia Civil*, 4(2), p. 303 -330 . doi : <https://doi.org/10.64217/logosguardiacivil.v4i2.8949>

Licence : Cet article est publié sous la licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modifications 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0)

Dépôt légal : M-3619-2023

NIPO en ligne : 126-23-019-8

ISSN en ligne : 2952-394X



## LOS GALINDOS : ANATOMIE D'UN ÉCHEC INSTITUTIONNEL. LEÇONS CRIMINOLOGIQUES, JUDICIAIRES ET VICTIMOLOGIQUES UN DEMI-SIÈCLE PLUS TARD

**Sommaire :** 1. INTRODUCTION. 1.1. Aperçu général 2. DU CRIME AUX INDICES. 3. EXCÈS D'HYPOTHÈSES. 4. ENQUÊTE DÉFICIENTE ET CATASTROPHE CRIMINOLOGIQUE. 5. RÉFLEXIONS FINALES : LA CONSTRUCTION D'UN RÉCIT.

**Résumé :** Le quintuple homicide du cortijo Los Galindos (Paradas, Séville, 1975) constitue l'un des cas les plus emblématiques de l'échec institutionnel dans le domaine des enquêtes criminelles à la fin du franquisme. Au-delà de sa notoriété médiatique et de la persistance du mystère dans l'imaginaire collectif, cette affaire offre un exemple exceptionnel de la manière dont la convergence de déficits structurels (policiers, judiciaires, médico-légaux et administratifs) peut réduire à néant toute possibilité d'établir une vérité procédurale solide. Cet article analyse, dans une perspective multidisciplinaire, les causes profondes de cet échec : la contamination précoce de la scène du crime, l'absence de protocoles criminalistiques, la discontinuité de l'instruction, la rupture entre les autopsies, la faiblesse de la chaîne de conservation des preuves et la prolifération d'hypothèses non soumises à un filtrage progressif. Parallèlement, il examine le contexte politico-institutionnel de l'époque, marqué par l'obsolescence des structures, la politisation de la justice et un modèle policier encore ancré dans des logiques dépassées, ainsi que l'impact du tapage médiatique qui a contribué à ancrer des récits contradictoires et à générer des stigmates sociaux durables. De même, cet ouvrage aborde la dimension victimologique et sociologique de l'affaire, en montrant comment le récit public, alimenté pendant des décennies par des reportages journalistiques, des fictions narratives et des bilans commémoratifs, s'est substitué au dossier d'instruction lui-même, qui a été égaré, consolidant ainsi des interprétations exagérées qui ont affecté les familles et les communautés. À partir de cette analyse technique et comparative, une série d'enseignements applicables aux enquêtes criminelles contemporaines est tirée, notamment en matière de préservation initiale des preuves, de coordination interinstitutionnelle et de gestion responsable de l'information.

**Resumen:** El quintuple homicidio del cortijo Los Galindos (Paradas, Sevilla, 1975) constituye uno de los casos más paradigmáticos del fracaso institucional en la investigación criminal durante el tardofranquismo. Más allá de su notoriedad mediática y de la persistencia del enigma en el imaginario colectivo, el caso ofrece un ejemplo excepcional de cómo la convergencia de déficits estructurales (policiales, judiciales, forenses y administrativos) puede desarticular por completo la posibilidad de generar una verdad procesal sólida. Este artículo analiza, desde una perspectiva multidisciplinar, las causas profundas de dicho fracaso: la contaminación temprana de la escena, la ausencia de protocolos criminalísticos, la discontinuidad instructora, la ruptura pericial entre autopsias, la debilidad de la cadena de custodia y la hiperinflación de hipótesis no sometidas a filtrado progresivo. En paralelo, se examina el contexto político-institucional del periodo, marcado por la desactualización de estructuras, la politización judicial y un modelo policial todavía anclado en lógicas anticuadas, así como el impacto del ruido mediático que contribuyó a fijar narrativas contradictorias y a generar estigmas sociales duraderos. Asimismo, el trabajo aborda la dimensión victimológica y sociológica del caso, mostrando cómo el relato público, alimentado durante décadas por coberturas periodísticas, ficciones narrativas y balances de efeméride, sustituyó al propio sumario

perdido, consolidando interpretaciones inflacionarias que afectaron a familias y comunidades. A partir del análisis técnico-comparado, se extraen una serie de lecciones aplicables a la investigación criminal contemporánea, especialmente en materia de preservación inicial de la prueba, coordinación interinstitucional y gestión responsable de la información.

**Mots-clés :** Affaire « Los Galindos » ; Enquête pénale ; Lacunes médico-légales ; Dysfonctionnements institutionnels ; Récits médiatiques.

**Palabras clave:** Caso “Los Galindos”; Investigación criminal; Deficiencias forenses; Disfunciones institucionales; Narrativas mediáticas.

## 1. INTRODUCTION

Le célèbre quintuple homicide perpétré au cortijo de Los Galindos (Paradas, Séville) (Figure 1) le 22 juillet 1975 s'inscrit dans une période historique particulièrement singulière pour l'Espagne, à savoir les derniers instants du régime franquiste. Au fil des années, cet événement est ainsi devenu non seulement l'un des récits récurrents de la Transition, mais aussi la fin d'une conception de l'action policière et de l'instruction judiciaire, liée à des raisons d'État, qui était sans aucun doute très éloignée des normes d'objectivité, de qualité et de minutie actuelles. Il est largement établi dans l'historiographie contemporaine qu'à cette époque, les institutions du régime montraient des signes visibles de fatigue et de décalage face à une société en pleine transformation (Sánchez Recio, 2017).

**Figure 1**

*Vue de la propriété agricole de Los Galindos, située à deux kilomètres de la commune de Paradas (Séville), où les cinq meurtres ont été perpétrés le 22 juillet 1975 (El País), ainsi que des cours et des habitations à l'intérieur de la propriété (Nius Diario).*



Le retentissement médiatique de l'affaire – largement couverte par les médias nationaux et évoquée dans une succession interminable d'anniversaires, de séries et de reportages dans la presse grand public – en a fait l'un des emblèmes de la traditionnelle et stéréotypée « Espagne noire », que le pays tentait alors de laisser derrière lui, tout en devenant le symbole de l'échec institutionnel lorsqu'il s'agit d'élucider des crimes

complexes en milieu rural . Ce n' t pas en vain : l'aspect le plus marquant de l'affaire à l'époque n'était pas le retard constant dans la recherche d'une résolution satisfaisante, mais le fait qu'elle ait clairement montré à l'opinion publique naissante les lacunes des modèles policiers et judiciaires de l'époque, essentiellement axés sur des missions de contrôle de la population. Dans ce contexte, la singularité de l'affaire a dépassé la brutalité des faits survenus, dans la mesure où, débordant des limites traditionnellement imposées par la censure gouvernementale, elle a mis au jour les faux pas des enquêteurs, l'inefficacité dans le traitement et la gestion des indices, la bureaucratisation juridique et les retards procéduraux, ainsi que la détérioration des preuves qui en a résulté. Tout cela, cumulé et considéré avec le recul, a rendu impossible l'identification des responsables et explique l' e dénouement de l'affaire par prescription, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux conjectures sensationnalistes habituelles ou à des théories du complot farfelues (Chinchón Álvarez, 2012 ; Aguilar Fernández, 2013). En somme : tout ce qui pouvait mal tourner a mal tourné.

### 1.1. APERÇU GÉNÉRAL

Un regard sur l'historiographie du franquisme durant la période 1969-1975 met en évidence la crise institutionnelle d'un régime à bout de souffle. Accélérées par le déclin physique du dirigeant, qui laissait déjà présager la fin d'une époque, des fractures internes s'étaient produites au sein des élites du régime, tandis que l'on optait pour l'immobilisme politique face à la modernisation sociale croissante, à la pression d'une opposition de plus en plus organisée et à l'isolement international (Notario & Corrales Díaz-Pavón, 2025). Il existait une tension progressive et de plus en plus marquée entre les avancées socio-économiques des technocrates et le blocage institutionnel, une contradiction qui a conditionné le fonctionnement des appareils de l'État dans la dernière phase de la dictature et a entravé l'élaboration de réponses techniques homogènes face à des problèmes complexes, y compris dans le domaine des enquêtes criminelles. Dans ce contexte, l'administration de la justice et son écosystème bureaucratique traînaient derrière elles de vieilles inerties – telles que les juridictions spéciales, une culture juridique fortement politisée ou de graves déficits organisationnels –, très bien documentées, qui entravaient irrémédiablement son efficacité (Carrillo, 2023).

Dans le domaine des enquêtes policières, l'élucidation des crimes violents en milieu rural incombait principalement à la Guardia Civil. Nous reviendrons plus loin sur certains détails pertinents, mais il convient de souligner dès à présent que, dans les années 1970, encore imprégnée de nombreuses traditions anciennes qui l'avaient vue naître, la Guardia Civil était un corps fortement militarisé qui fondait son identité professionnelle sur la discipline, la rigueur dans le commandement, la vie en communauté étroite et un fort *esprit de corps*, plutôt que sur les compétences et la professionnalisation de ses membres. Des études qualitatives s'appuyant sur les récits de vie de gardes de l'époque, comme celle de Quesada Aguilar (2021), ont interprété cette socialisation institutionnelle à l'aide de catégories analytiques telles que celle d'« institution totale » (Goffman, 1961)<sup>1</sup> , ,

---

<sup>1</sup> Ce concept, que Goffmann a développé autour du *modus vivendi* des institutions psychiatriques, fait référence à un type d'organisation sociale fermée, hautement réglementée et très hiérarchisée, au sein de

mettant en évidence la manière dont la formation des agents, marquée par l'endoctrinement, conditionnait la pratique quotidienne et les marges d'autonomie technique du personnel de première intervention. Certes, ce modèle s'est avéré fonctionnel lorsqu'il a été conçu au XIXe siècle pour l'exécution de missions de maintien de l'ordre public et le renforcement nécessaire de la présence institutionnelle dans les zones rurales et sur les voies de transhumance, mais il présentait de graves limites en matière d'enquête sur des scènes de crime complexes (Quesada Aguilar, 2024). Une lacune qui persistait encore dans les années 1970, dans la mesure où des procédures telles que la préservation et le bouclage des lieux, les entretiens structurés, la coordination avec les experts médico-légaux, le respect de la chaîne de conservation des preuves et d'autres protocoles criminalistiques qui commençaient déjà à se normaliser dans d'autres contextes, ne faisaient pas partie intégrante de la formation et des missions des agents.

Parallèlement, l'appareil judiciaire avait été façonné pendant des décennies par une culture de politisation et de contrôle qui a conditionné l'indépendance professionnelle et la capacité organisationnelle de la justice ordinaire. La magistrature espagnole était marquée par les purges de l'après-guerre et les juridictions d'exception, ainsi que par des pratiques visant davantage à maintenir l'ordre politique qu'à garantir efficacement les droits. Les séquelles de tout cela se sont prolongées jusqu'aux dernières années du régime. Cet héritage institutionnel, associé à des lacunes logistiques inévitables – telles que le manque de moyens, la conservation précaire des documents et la dispersion des archives –, ainsi qu'à des routines procédurales incompatibles avec la conservation des preuves matérielles, permet de comprendre pourquoi les enquêtes particulièrement complexes – et l'affaire de Los Galindos l'était – pouvaient facilement s'effriter avec le temps. La perte et la contamination des preuves étaient des phénomènes courants qui se produisaient naturellement à mesure que les circonstances se compliquaient, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des interventions externes spéciales visant à brouiller l'instruction (García Valdés, 1975 ; Chinchón Álvarez, 2012 ; Carrillo, 2023).

La couverture médiatique de cette affaire, qui semble sans doute plus « mystérieuse » aux yeux du grand public en raison de son étiquette « non résolue » qu'en raison de son intérêt criminel particulier, vient renforcer cette interprétation. En mettant en balance l'intérêt du public pour ce qu'on appelle la « chronique noire » et l'examen critique de l'instruction, on a souligné à l'envi l'accumulation d'erreurs enchaînées comme cause plus que suffisante pour expliquer l'impunité du crime, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer des complots qui, aujourd'hui, n'auraient même plus de sens à entretenir, car, pour autant qu'on le sache, ils ne profiteraient plus à personne en particulier<sup>2</sup>. Un demi-

---

laquelle les membres vivent, travaillent et mènent toutes leurs activités sous une autorité centralisée, dans un certain isolement par rapport à l'environnement social. Cela entraîne une fusion entre vie professionnelle et vie privée, qui finissent par se confondre.

<sup>2</sup> Voir, par exemple, Corroto, P. (2024). « Los Galindos, un crime sordide dans l'Espagne franquiste qui soulève encore de nombreuses questions 50 ans plus tard ». *El Confidencial* (7 septembre) [sur : [https://www.elconfidencial.com/cultura/2024-09-07/el-crimen-de-los-galindos-50-anos\\_3955151/](https://www.elconfidencial.com/cultura/2024-09-07/el-crimen-de-los-galindos-50-anos_3955151/)], consulté en février 2026] ; RTVE. (2025). Cinq meurtres, aucun coupable : 50 ans après le massacre au cortijo de Los Galindos, près de Séville. *RTVE Noticias* (22 juillet) [sur : <https://www.rtve.es/noticias/20250722/cinco-asesinatos-ningun-culpable-aniversario-crimen-galindos/16673146.shtml>], consulté en février 2026] ; Cabrera, E. (2025). Le crime de Los Galindos : les

siècle après les faits, les chroniques et les interviews ont mis en avant trois facteurs expliquant l'échec policier : le hasard, les silences des témoins et des documents, et les défaillances de coordination entre les différents acteurs institutionnels qui ont agi sans commandement unique ni protocole cohérent. Tout cela a abouti à un dossier d'enquête affaibli – finalement perdu – et à une vérité procédurale inaccessible. Il est certain que tout cela s'explique mieux si l'on tient compte des deux « transitions simultanées » qui gravitent autour de l'affaire :

1. La transition socio-juridique et criminologique. Au milieu des années 1970, les sciences sociales et médico-légales connaissaient une période de modernisation et de standardisation croissantes des procédures d'enquête – révolution des autopsies, utilisation naissante de techniques instrumentales, nouveaux critères de traçabilité des échantillons, l'émergence des études psychosociales — qui n'était pas intégrée de manière et uniforme dans toutes les juridictions, encore moins dans les zones rurales souffrant d'un manque manifeste de ressources et d'une faible spécialisation des agents.

2. La transition politico-institutionnelle. La réforme démocratique qui a suivi la fin du régime franquiste a progressivement et complètement redéfini les compétences policières et judiciaires, créé de nouveaux cadres juridiques et professionnalisé la formation. En effet, en 1975, l'écosystème opérationnel de la Guardia Civil restait ancré dans une réglementation protocolaire et une pratique obsolète .

Compte tenu de ces deux éléments, il est pertinent de procéder à une relecture actualisée de l'affaire de Los Galindos en tant qu'événement paradigmatique du risque systémique qui émerge lorsque les agents de première intervention ne disposent pas d'une formation et de protocoles suffisamment actualisés, et lorsque la chaîne juge–instructeur–police–médecins légistes manque de synergies et de normes communes pour préserver les preuves matérielles et documentaires (Carrillo, 2023). C'est pourquoi ce travail, qui s'éloigne délibérément du récit « mystérieux » ou des hypothèses conspirationnistes extravagantes, mise sur une analyse détaillée des « leçons tirées ». La reconstitution et la classification technique des erreurs policières, judiciaires, médico-légales et administratives identifiées dans cette affaire, mises en regard des cadres méthodologiques actuels de l'enquête criminelle et de la littérature comparée sur les défaillances organisationnelles systémiques, permettent de comprendre l'importance d'une supervision constante des protocoles, ainsi que de l'existence de normes de qualité pour garantir les bonnes pratiques en matière de formation et d'intervention policière. En effet, c'est à partir de cette analyse des processus que l'on constate comment une accumulation de petites défaillances, apparemment insignifiantes au départ, peut s'enchaîner et s'amplifier lorsqu'elle est renforcée par des lacunes de formation chez les intervenants de première ligne et leurs supérieurs, par des faiblesses organisationnelles inhérentes au

réseau judiciaire et, bien sûr, par l'absence de protocoles concrets et fermes de coordination interinstitutionnelle.

En conséquence, plus d'un demi-siècle plus tard, l'affaire de Los Galindos reste une opportunité pédagogique de premier ordre pour la criminologie, le droit procédural et les sciences policières : il s'agit d'un événement emblématique, mais aussi d'une formidable occasion de dresser un diagnostic opérationnel sur ce qui n'a pas fonctionné et pourquoi, dans les conditions spécifiques engendrées par un modèle sociopolitique de référence en déclin et un fonctionnement organisationnel inefficace. En effet, nul besoin d'une conspiration pour expliquer l'échec d'une enquête lorsque celui-ci résulte directement d'un système dysfonctionnel, incapable de localiser, de conserver, de traiter et de juger correctement les preuves. Sur le plan méthodologique, en revanche, et afin de garantir la réalisation des objectifs finaux qu'il se propose, ce travail s'appuie sur une analyse documentaire de sources primaires et secondaires, complétée par une revue conceptuelle des modèles d'enquête policière.

## 2. DU CRIME AUX INDICES

Il serait peu judicieux de s'étendre sur le récit d'un crime abondamment illustré, relaté et connu, jusque dans ses moindres détails, comme celui de Los Galindos (Figure 2), sur lequel il existe par ailleurs une littérature – et des informations de presse – largement lues, étudiées et référencées (par exemple : Pérez Abellán, 1976 ; Gil Chaparro, 1999 ; Fernández de Córdoba, 2024). Nous nous limiterons donc à présenter un aperçu des principaux événements (tableau 1) afin de permettre au lecteur ou à la lectrice potentiel(le) de relier par la suite les différents éléments qui sont ici remis en question et analysés .

**Figure 2**

*Les cinq personnes assassinées lors du crime de Los Galindos : Manuel Zapata, Juana Martín, José González, Asunción Peralta et Ramón Parrilla (La Vanguardia)*



**Tableau 1.**  
*Chronologie générale de l'affaire Los Galindos (1975-2026)*

DATE	ÉVÉNEMENT	DESCRIPTION
22 juillet 1975	Quintuple meurtre	- Cinq personnes sont retrouvées assassinées dans la ferme de Los Galindos (Paradas, Séville) : Manuel Zapata, Juana Martín, Ramón Parrilla, José González et Asunción Peralta. -Au moment du crime, le poste de juge du tribunal de la circonscription judiciaire de Marchena était vacant ; l'instruction a donc été confiée à titre provisoire au juge du tribunal de Carmona, qui a été le premier à se saisir de l'affaire. Il s'est rendu sur les lieux 24 heures après les faits. - Les décès présentent trois <i>modes opératoires</i> : coups, coups de feu et corps brûlés.
22-30 juillet 1975	Premières enquêtes et confusion	-On soupçonne d'abord le contremaître Manuel Zapata d'être l'assassin, son corps n'ayant pas été retrouvé ; celui-ci réapparaîtra une semaine plus tard. -L'autopsie a révélé que Zapata était la première victime. -L'enquête policière est classée sans conclusions claires.
1975-1983	Enquête irrégulière	-L'affaire est confiée à un deuxième juge d'instruction, désormais dans le cadre de la procédure ordinaire du tribunal compétent (Marchena), une fois le poste vacant pourvu. Les dates exactes ne sont pas connues, mais certaines sources font état d'une rotation précoce en raison de l'instabilité initiale du tribunal. -Contradictions au sein de la police, erreurs dans la conservation des preuves, omission d'indices clés et rumeurs multiples concernant d'éventuels impliqués. -Plusieurs hypothèses sont envisagées, sans aboutir à des conclusions. L'affaire stagne.
1980-1983	Troisième juge	-Un troisième juge prend le relais, rouvre le dossier et lance la procédure visant à réaliser une deuxième autopsie afin de pallier les lacunes de la première.
1983	Deuxième autopsie	- Une deuxième autopsie complète est réalisée à l'aide de nouvelles techniques médico-légales. Un rapport détaillé révèle de graves lacunes dans la première autopsie et l'enquête préliminaire. - L'affaire est réouverte, mais sans succès non plus.
1995	Prescription de l'affaire	-Conformément au Code pénal en vigueur (1973), le crime est prescrit au bout de 20 ans. Même si le coupable venait à être identifié, il ne pourrait pas être poursuivi. -Des reportages et des enquêtes sont publiés à cette date.
2015	Disparition du dossier d'instruction	- Le dossier d'instruction a été égaré lors d'un incident lié à un effondrement ou à des problèmes structurels dans les locaux judiciaires (la cause n'a pas été précisée). -D'autres sources précisent simplement que la disparition a été officiellement constatée en 2015, ce qui a surpris les professionnels du droit eux-mêmes et suscité de vives controverses.

Les erreurs initiales dans l'enquête sur le crime, dès qu'il a été porté à la connaissance des agents du poste de la Guardia Civil de Paradas, ont commencé dès la gestion et la protection de la scène du crime. Certes, au regard des analyses rétrospectives habituelles de l'affaire, qui ont tendance à catégoriser et à qualifier les situations passées

avec une légèreté excessive, il faut comprendre que la manière d'agir des agents dépêchés sur les lieux à l'époque peut certes paraître absurde et insensée du point de vue policier technicisé d'aujourd'hui, mais qu'elle avait tout son sens dans l'Espagne de 1975. Si, dans les enquêtes complexes, le premier critère consiste à garantir la « qualité d'origine » de tout indice, dans le contexte rural de la fin du franquisme, de nombreux postes ne disposaient pas de protocoles standardisés pour le bouclage, le contrôle des accès, l'enregistrement des entrées et des sorties ou la ségrégation des zones chaudes, tièdes et froides (Ortiz Heras, 2019). Ainsi, la préservation initiale dépendait excessivement de l'expérience théorique et/ou empirique – grande ou faible – dont pouvaient disposer les agents en service.

Il convient de rappeler que, sous le franquisme, la Guardia Civil était un corps militaire pleinement intégré à l'armée, conformément à la structure établie par le Règlement militaire de 1942. Cela déterminait des conditions d'admission qui non seulement différaient considérablement des conditions actuelles, postérieures aux grandes réformes de la période 1978-1986, mais faisaient également de la Guardia Civil, à l'origine, un corps destiné essentiellement au maintien de l'ordre public plutôt qu'à la conduite active d'enquêtes policières complexes. La socialisation institutionnelle de la Guardia Civil, fortement disciplinaire et à caractère militaire, privilégiait l'accomplissement du service général au détriment des techniques de police scientifique sur les lieux d'infraction ou d'autres connaissances policières alternatives, souvent même inconnues des agents, ce qui explique pourquoi des décisions précoces peu conformes aux normes probatoires modernes ont dès le départ faussé l'affaire (González Martínez & Ortiz Heras, 2007). La presse de l'époque (Figure 3) fait état d'une multitude de mouvements inutiles de la part des agents, d'une contamination involontaire, de la présence d'une foule de curieux déambulant dans la ferme, d'altérations significatives, voire d'un nettoyage de la scène, de l'absence d'une chaîne de conservation initiale bien établie, etc.

**Figure 3**

*Quelques photographies du premier procès-verbal dressé par la Guardia Civil et publiées dans les nombreux médias qui ont couvert l'affaire (ABC). À gauche, on peut voir la traînée de sang laissée par l'une des victimes lors de son transfert, et à droite, posée sur le lit, la pièce d'une presse à balles, communément appelée « el pajarito », l'un des instruments utilisés lors des meurtres.*



Il convient de rappeler qu'à l'époque, l'entrée dans la Guardia Civil n'exigeait ni grandes compétences ni formation approfondie. En général, il suffisait d'avoir la nationalité espagnole, d'être un homme âgé de 18 à 25 ans – ce qui correspondait au rang

de simple soldat dans l'armée –, ainsi que de passer avec succès les examens médicaux et physiques, de ne pas avoir de casier judiciaire et de posséder le certificat de « bonne conduite » délivré par les autorités municipales et militaires compétentes. Le niveau scolaire requis pour l'entrée en tant que simple soldat se limitait d'ailleurs à la possession du certificat d'études primaires<sup>3</sup>, même si, dans de nombreux commandements, on n'exigeait en pratique que de savoir lire et écrire correctement, conformément aux « exigences militaires minimales ». Par ailleurs, seuls les agents qui se distinguaient dans le service pour quelque raison que ce soit pouvaient tenter d'accéder à l'échelle des sous-officiers, dans laquelle on progressait généralement au fil des années de service, un fait qui fut ensuite reconnu et formellement régularisé par le décret royal 1970/1983 (Quesada Aguilar, 2021).

Par ailleurs, à partir de 1942, les Académies régionales ont commencé à voir le jour, créées pour former les gardes nouvellement recrutés. La formation qui y était dispensée était très éloignée de tout ce qui avait trait aux techniques criminologiques modernes, dans la mesure où il s'agissait d'une formation strictement militaire : armes, ordre serré, discipline, entraînement physique, tactiques de patrouille rurale et régime de caserne militarisé. La formation policière se limitait aux procédures d'arrestation, à la rédaction de procès-verbaux, aux règles de surveillance des routes et des zones rurales, ainsi qu'à la législation pénale de base en vigueur sous le régime franquiste. Ce n'est qu'à la fin des années 1950 et au cours des années 1960 qu'un processus de spécialisation progressive par unités, telles que la Garde de la circulation ou le Service de montagne, a été lancé, ce qui a contribué à rehausser le niveau technique et les compétences du corps. Il convient de noter que la période de formation des gardes variait entre 3 et 6 mois, suivie d'une période de stage dans les commissariats. Il en résultait un agent moyen formé à des fonctions très spécifiques, telles que : la surveillance rurale et des routes, la sécurité et l'ordre public, le contrôle des pièces d'identité, la garde des bâtiments publics et des mairies, les démarches judiciaires élémentaires, la protection des récoltes, la prévention des délits courants – tels que les bagarres, les vols agricoles ou la violence domestique – et le contrôle des mouvements de population. Comme on peut le constater, la grande majorité des gardes étaient donc polyvalents – et non des spécialistes – et la réussite de leurs missions dépendait tant de leur intelligence personnelle que de leur capacité à connaître la population locale, à se familiariser avec les tribunaux compétents, à disposer d'une bonne formation pratique au maniement des armes et à acquérir une connaissance optimale du terrain leur permettant de se déplacer efficacement en milieu rural, que ce soit à cheval, à moto ou à pied. Étant donné qu'environ la moitié de la population espagnole de l'époque vivait alors dans des zones rurales, et que dans de nombreux endroits, la Guardia Civil était le seul corps de police disponible, on comprend qu'elle disposait d'une immense implantation juridictionnelle et d'un large éventail de compétences (Quesada Aguilar, 2021 ; Lara Lara, 2024).

Ce qui précède nous amène à identifier le deuxième grand problème rencontré dans l'enquête sur Los Galindos lors de ses premières phases. Il semble qu'un nombre incalculable de personnes aient été entendues sans que cela ne semble servir à grand-chose dans la pratique, car personne n'a fourni d'informations pouvant être considérées comme pertinentes. Il est parfaitement établi que l'audition de témoins clés nécessite une structuration, de la neutralité, une documentation et un contrôle des biais. À la fin de l'année 1975, comme on peut s'y attendre, la formation spécifique aux techniques

---

<sup>3</sup> Ce qui correspondait à la 6e année de l'enseignement primaire de l'époque, soit une scolarité jusqu'à l'âge de 12 ans.

d'entretien d'enquête était inégale et, souvent, subordonnée à l'intuition de l'agent et à l'urgence de produire des procès-verbaux destinés à combler des lacunes bureaucratiques. Le cadre judiciaire du franquisme – toujours orienté vers la stabilité et l'ordre – ne favorisait pas la garantie probatoire systématique dans les procédures d'interrogatoire, ce qui a fini par générer une infinité de récits incohérents, aggravés par plusieurs faits collatéraux inévitables : la complexité de témoigner dans un environnement socioculturel restreint et au sujet de personnes connues<sup>4</sup> ; une forte concentration de rumeurs et de récits locaux ; le contexte oppressif de l'époque, susceptible de susciter la peur de s'exprimer ; la contamination inévitable des témoignages ; et la perte de mémoire ou l'impossibilité de localiser des témoins clés. Tout cela a accru la difficulté de pouvoir procéder à de nouveaux entretiens avec discernement et efficacité lors des phases ultérieures de l'enquête (Alcántara Pérez, 2020). Par ailleurs, l'historiographie ainsi que les études policières et juridiques sur la fin du franquisme documentent à maintes reprises l'existence de procédures non respectueuses des garanties juridiques et d'une culture juridique qui privilégiait le contrôle social et la délation au détriment de la rigueur probatoire, et dans laquelle la formation des autorités en psychologie du témoignage était pratiquement inexistante (Carrillo, 2023).

D'autre part, et même si la médecine légale espagnole progressait déjà à cette époque, la mise en œuvre territoriale des techniques et des ressources modernes était inégale. La standardisation des autopsies, le prélèvement et l'étiquetage des échantillons, leur stockage et leur transfert avec traçabilité n'étaient pas garantis dans tous les circonscriptions judiciaires des années 1970. Dans un environnement judiciaire peu garantiste et disposant de maigres ressources, la validation par les experts et la conservation des pièces à conviction pouvaient présenter des lacunes, entraînant des incohérences ultérieures. De même, et comme on peut le déduire de ce qui précède, en ce qui concerne la modernisation technique de la police, la formation de base ne comprenait pas de modules consacrés à la criminalistique de terrain — emballage à l'épreuve de la contamination, scellés numérotés, signatures croisées, conservation sous double contrôle —, de sorte que la chaîne de conservation et la qualité de la préservation des preuves étaient souvent compromises dès les toutes premières étapes de l'enquête (Jamardo Lorenzo, 2024). La culture de caserne et la priorité accordée au service faisaient que la technique médico-légale était subordonnée aux routines de disponibilité et de présence sur le terrain (Quesada Aguilar, 2021). Prenons un exemple lié à l'affaire qui nous occupe : bien que la littérature sur le sujet évoque une « première autopsie », il n'existe aucune trace indiquant qu'une telle autopsie ait été réalisée au sens strict – ni où elle aurait eu lieu – sur les victimes du crime de Los Galindos, au-delà des premières inspections thanatologiques effectuées par le médecin légiste de Marchena. En effet, la littérature existante est généralement incohérente et évasive sur ce sujet.

Ce qui précède nous amène au problème suivant, car souvent la question n'était pas tant de savoir ce qui était fait ou non, mais plutôt l'érosion des dossiers d'instruction et la perte et/ou la dispersion des pièces de procédure dans les affaires anciennes. Il s'agit d'un phénomène décrit par la littérature sur l'histoire judiciaire du franquisme dans la mesure où, au-delà d'une volonté explicite ou implicite de dissimulation, il est certain que coexistaient également des juridictions spéciales, des archives aux critères hétérogènes et une administration de la justice dotée de très peu de ressources opérationnelles, ce qui multipliait le risque de lacunes et de déformations documentaires (Aguilar Fernández,

---

<sup>4</sup> La population de Paradas, près de Séville, et de sa région comptait alors environ 5 800 habitants recensés.

2002). Sur le plan de la formation, par ailleurs, les forces de police n'intégraient pas toujours dans leur formation des contenus relatifs à la gestion archivistique et à la documentation probatoire – tels que les inventaires, la pagination sécurisée, les transmissions certifiées –, de sorte que la circulation de l'information entre les casernes, les tribunaux et les experts pouvait être soumise à des pratiques locales peu recommandables qui conduisaient souvent à la perte, au vol et/ou à l'égarement d'informations. L'absence de protocoles de conservation et de transfert renforçait la fragilité d'une trace documentaire dont la traçabilité déjà était confuse en soi.

Si l'on tient compte du fait que la fin de l'ère franquiste, en raison de sa volonté d'immobilisme, a entraîné une tension structurelle entre modernisation sociale et blocage institutionnel, on comprend que la Guardia Civil fonctionnait – dans une large mesure – selon les caractéristiques susmentionnées d'une « institution totale » : discipline, endoctrinement, fusion entre vie privée et service, et identité corporative fermée. En l'absence de formation technique spécifique et de protocoles interinstitutionnels alignés sur des pratiques saines qui sont aujourd'hui des normes incontestées, *l'habitus* professionnel avait tendance à reproduire des routines plutôt qu'à intégrer de nouvelles techniques policières et médico-légales, ainsi que des stratégies de coordination rigoureuses (Quesada Aguilar, 2021). Au niveau systémique, on observait une forte fatigue des structures institutionnelles et un décalage marqué entre l'appareil d'État et une société en transformation, ce qui a imprégné tant les tribunaux que les forces de police, conduisant à une forte inertie procédurale, à une obsolescence normative et à une inévitable désactualisation organisationnelle (Aguilar Fernández, 2002).

Cela nous amène à une première série d'enseignements tirés qui soulignent l'importance de maintenir une surveillance stricte des processus, des procédures, des normes et de la gestion initiale, sans laquelle il est littéralement impossible de construire un dossier policier et judiciaire solide (tableau 2) et qui, de toute évidence, confère à l'étude de cet échec policier un premier intérêt pédagogique. Le fait qu'un demi-siècle se soit écoulé depuis que ces erreurs ont été commises n'implique en aucun cas qu'elles puissent continuer à se produire, car tout comme la science et la technologie progressent pratiquement chaque jour, la révision des mécanismes de mise à jour et des procédures de mise en œuvre des bonnes pratiques doit également se poursuivre, afin d'éviter des erreurs en chaîne susceptibles de faire échouer les enquêtes en cours.

**Tableau 2.**

*Enseignements pédagogiques et procéduraux tirés de l'affaire Los Galindos*

DOMAINE	CONTENU
<b>Mise à jour et formation continue sur les protocoles</b>	Bordage de la scène, contrôle des accès, relevé des empreintes de pas et des traces de véhicules, registre de la scène et mise en sécurité initiale dans le cadre de la formation de base et des recyclages périodiques.
<b>Entretiens structurés et protocole standardisé</b>	Modules de formation sur les biais, les questions ouvertes, les nouveaux interrogatoires et la documentation (audio-vidéo), avec des guides conformes aux instructions judiciaires.
<b>Interopérabilité et travail systémique</b>	Formation conjointe policiers–médecins légistes–juges d'instruction sur les flux d'informations, les formulaires de chaîne de conservation, l'emballage et le transport.
<b>Formation continue en criminalistique de terrain</b>	Équipement minimal et manuels de procédure accessibles (scellés, enveloppes/sacs classés par type, étiquetage et signatures croisées).
<b>Archivage et conservation des documents rigoureux et bien établis</b>	Formation à l'inventaire, à la numérotation, à l'envoi certifié et aux systèmes de sauvegarde ; désignation de responsables de l'archivage avec contrôles croisés et protocoles d'intervention rigoureux.

<b>Culture organisationnelle axée sur l'amélioration</b>	Évolution d'une <i>culture</i> de service général vers une culture probatoire et technique ; la réforme démocratique a professionnalisé l'enseignement et les cadres, mais le progrès exige une formation, des normes et une évaluation continues.
--	--

### 3. EXCÈS D'HYPOTHÈSES

L'enquête sur le quintuple homicide s'est caractérisée, dès ses premières heures, par une prolifération désordonnée d'hypothèses d'enquête qui, loin d'orienter le processus analytique des enquêteurs, a généré une structure chaotique de récits incompatibles entre eux, que l'enquête ultérieure, compte tenu des lacunes décrites précédemment, n'a plus pu démêler. Pour comprendre ce phénomène et en tirer les enseignements nécessaires applicables à l'enquête policière, il est nécessaire d'examiner les principales théories formulées (tableau 3), les raisons pour lesquelles aucune d'entre elles n'a pu être écartée sur la base des éléments de preuve disponibles, et d'essayer de comprendre l'effet de distorsion que cette hyperinflation interprétative a produit dans l'instruction.

**Tableau 3**  
*Synthèse comparative des principales hypothèses de l'affaire Los Galindos*

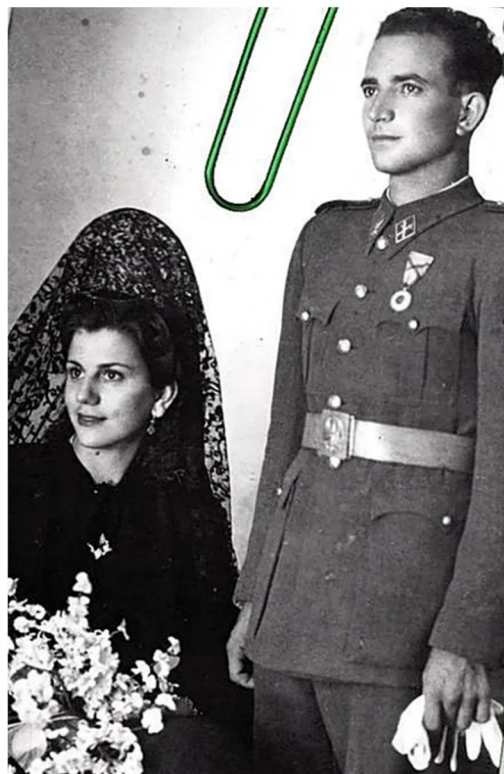
HYPOTHÈSE	POUR	CONTRE
<b>Conflit économique interne (fraude coopérative)</b>  [La plus étayée]	- Motif clair (fraude économique découverte par le contremaître). - Explique l'élimination d'éventuels témoins. - Compatible avec une implication de plusieurs personnes et l'utilisation de diverses armes.	- Fondée sur des reconstitutions a posteriori et des témoignages indirects. - Absence de preuves matérielles. - Hypothèse <i>ad hoc</i> possible.
<b>Responsabilité individuelle d'un ouvrier de la ferme</b>  [Incohérent]	- Compatible avec l'accès aux outils lourds et aux armes courantes de la ferme.	- Il a été démontré que le contremaître (suspect initial) était la première victime du crime. - Difficile à concilier avec trois <i>modes opératoires</i> distincts.
<b>Intervention d'intrus (agresseurs multiples)</b>  [Hypothèse la moins étayée]	- Cela explique la diversité des méthodes utilisées pour commettre les homicides (coups, fusil, crosse, incendie). - Compatible avec une agression commise par plusieurs personnes.	- Aucun signe d'effraction n'a été constaté, ni de mobile identifiable. - Absence d'indices matériels permettant d'impliquer des tiers extérieurs à la ferme.
<b>Hypothèse sociopolitique (dissimulation institutionnelle)</b>  [Contextuelle, mais non matérielle]	- Cohérente avec le contexte de la fin de l'ère franquiste et la structure clientéliste locale. - Explique l'enquête insuffisante, le battage médiatique, les témoignages contradictoires et la confusion dans l'argumentation.	- N'explique pas l'auteur matériel du crime (il s'agit d'une théorie sur la gestion de l'affaire, et non sur les faits). - Elle manque de preuves documentaires confirmant des ingérences. - Absence de mobile : s'il y avait quelque chose à cacher, qu'est-ce que c'était ?

Un autre problème supplémentaire a été le manque de contrôle sur les flux d'informations qui s'est produit dès le début et face auquel les autorités se sont retrouvées débordées. L'ampleur de l'information divulguée en raison de l'absence de protocoles efficaces a dépassé toutes les attentes. Il y a eu une perméabilité quasi totale, ce qui a donné lieu à l'émergence immédiate de diverses lignes d'interprétation parallèles,

dans lesquelles se confondaient sans solution de continuité les sources policières, les témoignages et les suppositions médiatiques (A.G.R., 2025). Parmi celles-ci, l'hypothèse qui présentait la plus grande cohérence interne était celle qui liait les faits à un conflit économique – une fraude liée aux subventions agricoles – au sein de la propriété. Cette théorie soutenait essentiellement que le contremaître et homme de confiance du domaine, Manuel Zapata Villanueva (1916-1975) – qui était d'ailleurs un ancien légionnaire et ancien garde civil – (Figure 4) aurait découvert une fraude comptable liée à la gestion de la coopérative Coduva. Cette découverte aurait conduit à un affrontement avec le propriétaire du domaine, le marquis de Grañina, ainsi qu'avec son administrateur, déclenchant une série d'homicides visant à éliminer tant les témoins directs que les témoins indirects<sup>5</sup>.

**Figure 4.**

*Photo de mariage de deux des victimes de l'affaire de Los Galindos, le contremaître Manuel Zapata, vêtu de l'uniforme de la Guardia Civil, et son épouse, Juana Martín (L'as Provincias)*



Une deuxième hypothèse, initialement privilégiée par les enquêteurs de la Guardia Civil, s'appuyait sur l'expérience et présentait le crime comme le fait d'un seul individu, un ouvrier de la ferme elle-même. Le contremaître fut d'ailleurs considéré comme suspect, car son corps fut le dernier à être découvert ; toutefois, lorsque les analyses

---

<sup>5</sup> Cette interprétation a toujours plané sur l'affaire sans jamais pouvoir être prouvée de manière irréfutable. Le journaliste du quotidien *El País*, Ismael Fuente Lafuente (1951-1994), fut l'un des premiers à la développer en détail [voir « Más tierra encima del sumario » (*El País*, 21/10/1986). Disponible sur : [https://elpais.com/diario/1986/10/21/sociedad/530233201\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1986/10/21/sociedad/530233201_850215.html), consulté en février 2026]. Elle a été développée des décennies plus tard par Juan Mateo Fernández de Córdova (né en 1960), fils du propriétaire, qui a reconstitué les faits à partir de témoignages familiaux et d'autres documents contextuels (Fernández de Córdova, 2024).

médico-légales ont établi qu'il avait été la première victime, écartant ainsi totalement son implication, la viabilité de la thèse d'un agresseur unique s'est affaiblie, même si l'implication d'autres victimes a encore fait l'objet de spéculations – c'est le cas du conducteur de tracteur José González Jiménez (1948-1975). Toutefois, et notamment en raison des différences constatées dans les armes et les méthodes utilisées pour assassiner les employés, cette hypothèse a été remise en cause (Pérez Abellán, 1976).

Une troisième piste, s'appuyant sur la diversité des *modes opératoires* criminels utilisés – contusions avec un objet métallique, coups de fusil et coups portés avec la crosse d'une arme –, ainsi que sur la probabilité éventuelle de la présence de plusieurs agresseurs, a misé sur l'implication dans le crime de personnes extérieures à la propriété, venues sur les lieux dans un but qui n'a jamais été tout à fait élucidé<sup>6</sup>. Cependant, cette hypothèse manquait d'indices matériels, car aucune présence étrangère n'a pu être constatée aux abords de la propriété le jour des faits, il n'y avait aucun indice d'effraction et aucun mobile identifiable n'a été avancé. Ainsi, sa capacité explicative s'est limitée jusqu'à se réduire à une simple théorie. Pourquoi alors la maintenir ? En réponse à la saturation médiatique et aux tensions qu'elle générerait au sein de la communauté, tensions susceptibles d'entraîner des conséquences indésirables en matière de stigmatisation et d'ordre public : le crime était si choquant qu'une petite société comme celle de Paradas (Figure 5), totalement étrangère à des événements de cette nature, ne pouvait accepter sans tensions que le criminel – ou les criminels – puisse provenir de ses rangs et vivre en toute impunité en son sein (A.G.R., 2025).

**Figure 5.**

*Habitants de la commune de Paradas rassemblés au cimetière local lors des funérailles de quatre des victimes du crime (ABC)*



Enfin, un courant d'interprétation à caractère plus structurel – et proche de la théorie du complot, si l'on veut – a mis l'accent sur le contexte sociopolitique de la fin du franquisme et sur la possibilité d'irrégularités institutionnelles ou de partialités

---

<sup>6</sup> On a même évoqué le trafic de drogue, ce qui a inspiré un roman assez célèbre à l'époque (*Los invitados*, finaliste du Prix Planeta en 1978 et œuvre de l'auteur sévillan Alfonso Grosso (1928-1995)), mais cette hypothèse n'a jamais pu être établie.

protectrices envers des personnes influentes impliquées dans des affaires louches liées au cortijo. Dans cette perspective, on a souligné les lacunes de l'enquête, ainsi que l'existence de récits médiatiques biaisés qui ont contribué à plonger l'affaire dans une atmosphère de rumeurs et d'ambiguïté. Quoi qu'il en soit, le problème de cette approche « du soupçon » est qu'elle n'explique pas le crime – elle ne fait que dessiner le contexte – et qu'elle n'a jamais clarifié ce qui était exactement dissimulé, qui était protégé par cette prétendue dissimulation, ni dans quel but (Gil Chaparro, 2024).

Ce qui est intéressant, c'est que la coexistence de toutes ces hypothèses – toutes possibles et toutes incohérentes entre elles – tenait moins à la qualité des déductions formulées par les enquêteurs qu'à la grande précarité des preuves disponibles. D'un point de vue criminologique, en effet, l'affaire présente plusieurs facteurs qui ont accru l'indétermination et, par conséquent, la difficulté pour l'enquête de suivre une piste claire :

1. La scène de crime a été contaminée avant même d'avoir été officiellement constatée. La ferme était un lieu de travail agricole, avec un trafic important de personnes, et la manipulation initiale des corps – antérieure même à l'arrivée des enquêteurs, qui n'ont jamais pu déterminer dans quelle mesure les lieux avaient été altérés – a gravement détérioré des éléments essentiels à la reconstitution chronologique des faits. Ces lacunes initiales ont structurellement limité la possibilité de distinguer différents scénarios alternatifs et ont donc empêché de recueillir et d'analyser des informations permettant d'écarter certaines hypothèses.

2. L'incohérence entre les examens médico-légaux réalisés en 1975 et les deuxièmes autopsies pratiquées en 1983 a introduit des contradictions significatives – et d' , jamais prises en compte au cours de l'instruction – quant à l'ordre et à la nature des décès. L'existence de deux rapports d'expertise divergents a empêché d'établir un récit médico-légal unique et a laissé ouvertes des interprétations qui, dans la plupart des contextes d'expertise ordinaires, méthodiques et bien coordonnés, auraient été écartées.

3. La multiplicité des méthodes utilisées pour commettre les homicides a constitué une complication que ni les agents ni la justice n'ont su surmonter. La criminologie comparée montre que la combinaison d'armes blanches de fortune, d'armes à feu et de coups portés avec la crosse d'un fusil – à laquelle s'ajoute une tentative inutile de brûler certains des cadavres, qui n'a d'ailleurs pas été entièrement comprise – peut indiquer aussi bien la présence de plusieurs auteurs que celle d'un agresseur unique agissant dans un état de forte perte de contrôle personnel et situationnel. Le manque de preuves n'a pas permis de pencher en faveur de l'une ou l'autre de ces possibilités, contribuant ainsi à la persistance de scénarios qui s'excluent mutuellement.

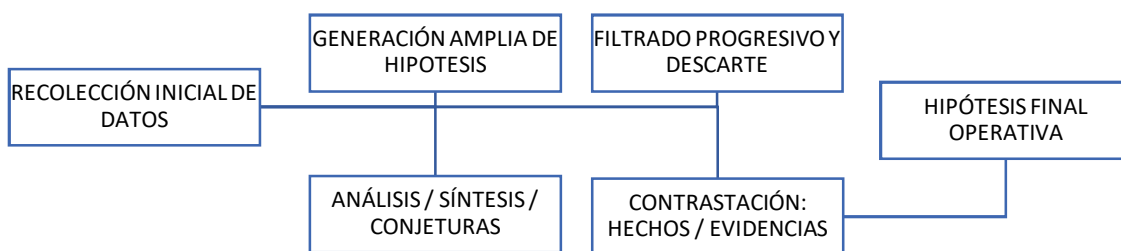
Ce qui est certain, c'est que, parmi toutes les théories avancées dans l'affaire de Los Galindos, celle du conflit économique interne apparaît comme celle qui intègre le mieux le mobile, la chronologie des faits et le profil victimologique, car elle fournit une motivation claire, explique la nécessité d'éliminer des témoins collatéraux et est compatible avec la diversité des blessures si l'on postule la participation de plusieurs agresseurs. Bien qu'elle ne puisse être pleinement vérifiée, la solidité comparative de sa structure narrative en fait l'hypothèse la plus cohérente d'un point de vue criminalistique. En revanche, la théorie des intrus extérieurs manque de fondement probatoire objectif, tandis que l'hypothèse d'un auteur unique s'avère difficilement compatible avec la

répartition spatiale des victimes et la variété des armes utilisées ; en d'autres termes, elle va à l'encontre de la grande majorité des indices comportementaux présents sur les lieux mêmes du crime.

La coexistence de multiples hypothèses, sans hiérarchisation opérationnelle raisonnable, n'a guère contribué à élucider l'affaire, dans la mesure où elle a entraîné un « effondrement épistémologique » de l'enquête (Mcintyre, 2006). Tout d'abord, la saturation cognitive des enquêteurs, face à l'absence d'un récit séquentiel de base fondé sur des preuves solides, a empêché le filtrage progressif des faits qui caractérise les enquêtes criminelles efficaces (Figure 6). Cette situation a été aggravée par la pression médiatique et la diffusion massive de versions contradictoires qui, au niveau local, ont contribué à accroître le bruit informationnel et à conférer un statut de possibilité opérationnelle à des récits qui n'étaient rien d'autre que des rumeurs et des calomnies, et qui étaient donc totalement dépourvus de vérification. Les conséquences de cette situation ont largement dépassé le cadre du crime lui-même, dans la mesure où la petite communauté de Parada, plongée dans cette tornade médiatique, a été marquée par des stigmates collectifs, de fausses attributions, des préjugés et des récits de culpabilité erronée qui ont non seulement marqué son évolution au cours des années suivantes, mais ont également, en tant qu'éléments hautement perturbateurs, influencé indirectement la perception institutionnelle de l'affaire, en multipliant les témoignages incohérents, les fables, les ragots, etc. Et c'est au cœur du problème : l'enquête sur le crime de Los Galindos n'a jamais réussi à passer de la phase d'élaboration de scénarios à celle de la vérification systématique des hypothèses, ce qui a annulé toute possibilité d'analyse approfondie. Ce déficit méthodologique explique en grande partie le classement de l'affaire en 1988 et sa prescription définitive en 1995, tout en permettant de dégager toute une série de suggestions opérationnelles sur ce qu'il convient – ou non – de faire dans le cadre d'une enquête criminelle.

**Figure 6**

*Procédure standard de filtrage progressif des informations dans le cadre de l'enquête*



#### **4. ENQUÊTE DÉFICIENTE ET CATASTROPHE CRIMINOLOGIQUE**

Il est vrai que l'instruction de l'affaire Los Galindos constitue un exemple paradigmatique des faiblesses structurelles du système judiciaire espagnol au cours des derniers mois du franquisme et de la première phase de la Transition, mais pas seulement. C'est également un exemple pédagogique idéal des erreurs juridiques en chaîne qui peuvent faire échouer une instruction. Lorsqu'on l'analyse d'un point de vue strictement juridico-procédural, le déroulement de l'instruction du crime de Los Galindos présente trois problèmes fondamentaux : la discontinuité de l'instruction, l'insuffisance des preuves et l'expiration consécutive des délais de prescription.

Pour commencer, le fait que l'enquête ait été marquée par des changements successifs de juge, des retards injustifiés et un manque flagrant de coordination entre les autorités policières et judiciaires n'a guère contribué à son bon déroulement. Les nombreuses analyses journalistiques de l'époque soulignent que le premier juge chargé de l'enquête ne s'est rendu sur les lieux que 24 heures après le crime, un retard inacceptable qui a eu des effets irréversibles sur la chaîne de conservation des preuves et sur la fiabilité du rapport d'expertise initial. De même, les preuves médico-légales ont connu une rupture interne due à l'existence de deux séries d'autopsies : les premières, jugées insuffisantes, et les secondes, pratiquées huit ans plus tard, qui ont abouti à des conclusions contradictoires concernant les chronologies, les lésions et les mouvements *post-mortem* des corps. Ces divergences ont sapé la validité des preuves biomédicales et ont rendu impossible l'établissement d'une hypothèse ayant une valeur juridique fondée sur des indices médico-légaux. Il ne servait plus à rien de débattre – malgré la controverse qui a opposé les spécialistes – pour savoir si la première ou la deuxième autopsie était « la bonne », car un laps de temps si long s'était écoulé entre les deux que les nouvelles informations n'apportaient guère d'aide<sup>7</sup>. Dans ce contexte, le classement de l'affaire en 1988 – et sa prescription définitive en 1995 – a constitué une clôture formelle de l'affaire, mais n'a pas apporté de réponse satisfaisante d'un point de vue épistémique, ce qui ne peut être considéré que comme un échec juridique total.

La combinaison de ces éléments place l'instruction de l'affaire Los Galindos dans ce que la littérature juridique considère comme une « défaillance structurelle », généralement davantage liée à des dysfonctionnements systémiques de la procédure qu'à des erreurs individuelles de l'instructeur (Aguilar Fernández, 2002). En effet, d'un point de vue juridique et doctrinal, l'affaire de Los Galindos présente une grande valeur pédagogique, car elle illustre la difficulté de maintenir une mise en accusation viable lorsque se conjuguent simultanément : 1) une scène de crime contaminée ; 2) une rupture dans la chaîne d'expertise ; 3) des témoignages incohérents ; 4) des retards dans l'instruction ; et 5) la prescription objective. D'un point de vue purement criminologique, cela a entraîné des défaillances dans quatre dimensions fondamentales : la gestion de la scène de crime, l'élaboration d'hypothèses, l'utilisation des preuves médico-légales et les interférences contextuelles.

L'arrivée tardive des autorités judiciaires et la permissivité dont elles ont fait preuve quant à l'accès des ouvriers, des voisins, des curieux et des journalistes ont entraîné une contamination aussi extraordinaire qu'irréversible. Les archives de mettent en évidence que la propriété est restée ouverte pendant des heures et que de nombreuses personnes ont manipulé des objets, des meubles et des corps sans aucun contrôle policier. Ces faits ont non seulement compromis la chaîne de conservation des preuves, mais ont également empêché de reconstituer les trajectoires des traces de sang, de relever les empreintes ou de clarifier les positions initiales. Il est possible que cela, aggravé par une préparation inadéquate, ait conduit à une modélisation inefficace des hypothèses (Gómez, 2025). Dès le début, la Guardia Civil a accumulé un nombre excessif de scénarios possibles qui ne se prêtaient ni à une hiérarchisation ni à un écartement systématique. L'absence de filtrage progressif – élément central des méthodologies modernes – a contribué à un effondrement

---

<sup>7</sup> Des débats publics ont encore lieu de temps à autre sur ce sujet, comme celui qui s'est tenu à l'Académie royale de médecine et de chirurgie de Séville (RAMSE), dans le cadre du cycle « Médecine et cinéma » : « Controverses en médecine légale et médico-légale : les 40 ans du crime des Galindos », publié dans *les Mémoires académiques de l'Académie royale de médecine et de chirurgie de Séville*, 2015, 171-172.

analytique, où la pluralité des théories a supplanté l'analyse inductive fondée sur des preuves vérifiables. Par la suite, malgré les efforts déployés pour remettre l'enquête sur les rails en y intégrant de nouveaux professionnels mieux formés, cela n'a guère servi, car le mal était déjà fait. Pour paraphraser la célèbre affirmation d'Edmond Locard (1877-1966) selon laquelle « le temps qui passe est la vérité qui s'enfuit », dans ce cas précis, compte tenu des difficultés méthodologiques et d'enquête décrites, l'affirmation « » s'avère paradigmatique (Saferstein, 2011).

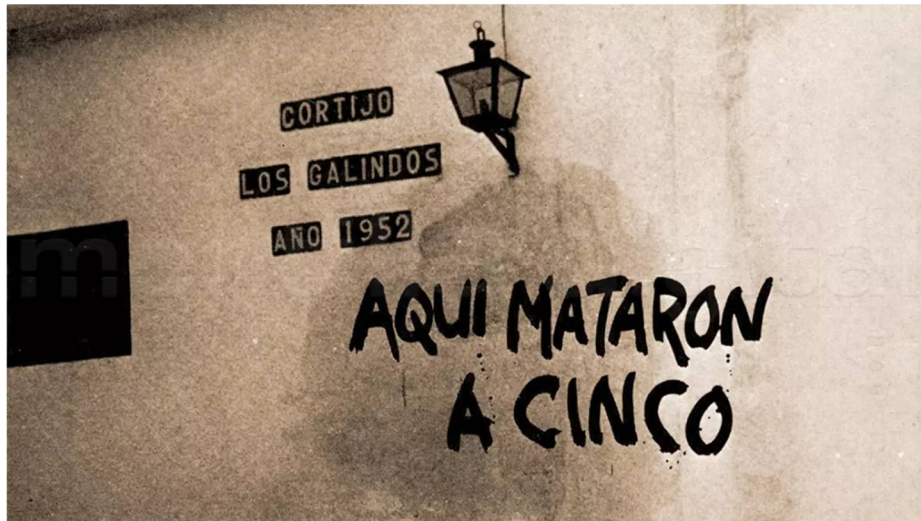
En ce qui concerne les preuves médico-légales en elles-mêmes, il semble évident de souligner, car c'est un fait bien établi, qu'elles peuvent aussi bien résoudre une affaire que, finalement, contribuer à la confusion générale, car elles ne servent pas à grand-chose lorsqu'il n'existe pas de récit chronologique adéquat dans lequel les inscrire. L'insuffisance des premières autopsies et la contradiction introduite par les secondes ont généré une structure probatoire impossible à consolider. Alors que la criminalistique contemporaine souligne que la cohérence des expertises est essentielle pour étayer des hypothèses opérationnelles, l'affaire Los Galindos constitue un cas flagrant d'inefficacité : la divergence entre les expertises a précisément agi comme une barrière épistémique dans la mesure où elle n'a pas contribué à freiner les interférences contextuelles. Par ailleurs, le tapage médiatique et la structure clientéliste de l'Andalousie rurale de 1975, ainsi que les biais institutionnels de la phase finale du franquisme moribond, ont façonné un écosystème tortueux très peu propice à la conduite d'une enquête rigoureuse et bien systématisée. Ainsi, d'un point de vue général, la célèbre affaire de Los Galindos peut être interprétée comme un cas parfait d'échec criminologique systémique, dans lequel une somme d'erreurs méthodologiques et structurelles, plutôt qu'une seule défaillance critique, a donné lieu à la mise en place d'un « arbre empoisonné » qui a empêché de produire une inférence valide sur l'identité de l'auteur qui ne fût pas préalablement contaminée.

## **5. RÉFLEXIONS FINALES : LA CONSTRUCTION D'UN RÉCIT**

Depuis qu'il s'est produit, le crime de Los Galindos est devenu une affaire très médiatisée, traditionnellement considérée, selon les cas, soit comme le dernier grand crime de la fin du franquisme, soit comme le premier grand crime de la Transition. Rétrospectivement, les chroniques et les bilans successifs à l'occasion des anniversaires soulignent avec insistance deux caractéristiques fondamentales : 1) l'extraordinaire hétérogénéité des versions concernant les mobiles et l'identité des auteurs ; et 2) la persistance de cette affaire en tant que symbole d'une question non résolue dans la mémoire collective, tant andalouse qu'espagnole, ce qui explique peut-être sa actualité et son retour presque constant (Corroto, 2024). La reconstruction journalistique du crime, synthétisant des décennies de couverture médiatique, met l'accent sur la coexistence de trois *modus operandi* différents et l'impossibilité d'une attribution, ce qui a alimenté des récits ouverts et des spéculations de toutes sortes. Cette ouverture narrative, renforcée par des bilans qui soulignent toujours la même idée centrale – cinq meurtres et aucun coupable – (Figure 7), a consolidé le statut médiatique de l'affaire davantage comme une « énigme » propre aux émissions policières ou propice aux enquêtes d'amateurs, plutôt que comme un dossier judiciaire non résolu. Cela a facilité son passage du domaine purement policier, judiciaire, pédagogique et d'enquête à la culture populaire et à la fiction. Un événement injuste pour les victimes qui n'ont jamais obtenu justice et ont subi de nombreux traitements discutables, tout en étant peu utile pour les études criminologiques

**Figure 7**

*Photographie emblématique de la façade du cortijo Los Galindos portant l'inscription « Ici, cinq personnes ont été tuées », qui alertait sur ce qui s'était passé (La Vanguardia). Bien qu'il semble que cette inscription anonyme ait existé, elle a été immédiatement effacée par les propriétaires du cortijo (on peut observer les traces de nettoyage sur la photographie). La photographie qui circule, qui n'est pas authentique, correspond à une reconstitution réalisée pour la couverture du livre *\*Orgía de sangre\** (1976) de Francisco Pérez Abellán.*



La littérature journalistique et l'action éditoriale ont contribué de manière décisive à cette perception (Figure 8). L'idée selon laquelle le crime de Los Galindos était un crime « grossier et parfait » – grossier dans son exécution, parfait parce qu'il n'a jamais été élucidé – (Gil Chaparro, 1999) a été maintes fois réitérée, une formule que la presse a reprise à l'envi comme synthèse emblématique, bien qu'insuffisante, de l'affaire. D'autre part, dans ce qui n'est que la manifestation d'une tendance propre à l'évolution des temps, la réactivation mémorielle de la tragédie a réintroduit et popularisé l'hypothèse conspirationniste de la fraude économique comme mobile et de la dissimulation intéressée qui s'en est suivie comme finalité. Cela a donné lieu, dans le circuit médiatique, à une relecture « structurelle » de l'affaire qui l'a progressivement éloignée des anciennes explications initiales, axées sur le crime passionnel et la « Spain negra », pour la faire entrer dans le domaine des complots.

**Figure 8**

*Couverture d'ouvrages d'enquête (*Orgía de sangre*, 1976 ; *El crimen de los Galindos*, 1999 ; *El crimen de Los Galindos*, 2024) et de romans (*Los invitados*, 1978 ; *Inocentes*, 2025) consacrés à l'affaire des Galindos.*



Le fait est que la réception sociale de l'affaire ne peut être dissociée de sa première transposition fictionnelle. Le roman *\*Los invitados\** (Grosso, 1978) a proposé une trame narrative très suggestive mêlant enquête, intrigue et allégorie sociale, canonisant ainsi une poésie littéraire de l'énigme rurale qui a eu des répercussions sur l'imaginaire collectif. La large diffusion de cet ouvrage, ses rééditions et ses relectures ont renforcé la transition de l'« affaire » au « récit », favorisant ainsi la consolidation de cadres interprétatifs quasi-feuilletonesques — intrus, crime passionnel, trafic de cannabis, règlements de comptes — que l'enquête officielle n'a jamais pu ni confirmer ni infirmer, mais que la culture populaire a institutionnalisés comme un répertoire de possibilités, donnant même lieu à des films très controversés à l'époque, qui n'offrent qu'une ressemblance purement fortuite avec les faits connus et avérés<sup>8</sup>. Le roman de Grosso, rédigé dans le style narratif accusatoire envers les autorités, propre – et même logique – à l'époque où il a été écrit, a grandement contribué à la propagation du schéma conspirationniste :

« Il est prouvé, par des témoignages irréfutables, que Manuel Zapata Villanueva a organisé plus d'une conférence téléphonique au début du mois de juillet 1975. Vérifier ces faits, cependant, ne semblait pas intéresser les enquêteurs officiels. Ce n'est pas seulement cet élément, mais aussi de nombreux autres fils possibles de l'intrigue qui, de manière inexplicable, n'ont pas été pris en compte du tout ; on n'a pas étudié, par exemple, comme on aurait dû le faire, ni la personnalité des victimes, ni leurs relations sociales et affectives d'un point de vue psychologique. D'après les témoignages que nous avons pu obtenir grâce à la collaboration de voisins de Paradas, qui ont enfin décidé de rompre leur long silence, la simplicité des protagonistes du drame qui a ravagé la ferme est très discutable, au point que, avant même de savoir si nous étions enfin sur la bonne piste, nous en sommes venus à nous demander s'il pouvait s'agir d'un drame rural ou d'une vengeance, précisément en raison de la complexité des personnages » (Grosso, 1978 : 207-208).

Au niveau local, le récit qui se dessine a cherché à déstigmatiser les victimes et la commune de Paradas, marquée par une tache historique fâcheuse, en soulignant les graves répercussions qu'ont eues sur la population et ses habitants la couverture médiatique sensationnaliste initiale, ainsi que les rumeurs qui ont circulé pendant des décennies. Par exemple, le roman *\*Inocentes\** (Pastor Rodríguez, 2025) – qui inclut une note institutionnelle publiée par la mairie – souligne cette idée : il faut rendre leur dignité aux travailleurs assassinés et corriger les « accusations erronées » et les « stigmates » que le récit médiatique a ancrés dans la mémoire sociale de la population. Cette tension entre mythification externe et réparation locale montre à quel point la diffusion et la réception de ce crime ont constitué une lutte pour la définition du cadre de l'affaire et offre un parfait exemple des dommages sociopolitiques, voire des problèmes d'ordre public, qui peuvent découler d'une mauvaise enquête policière et d'une instruction judiciaire déficiente (Anrango Narváez, 2023 ; Tuesta Castro, 2024).

L'« hypothèse de la fraude », peut-être parce que ses méandres la relie aux fréquents cas de corruption institutionnelle de la fin du franquisme et qu'elle correspond

---

<sup>8</sup> Il y eut en 1987 une adaptation cinématographique du roman éponyme de Grosso, réalisée par le cinéaste Víctor Barrera Rodríguez (né en 1933), d'une qualité discutable et qui suscita un vif émoi dans l'opinion publique. Une manifestation silencieuse fut même organisée par la mairie de Paradas, estimant que le film « avilissait moralement » la famille de deux des victimes du quintuple meurtre. La famille González a officiellement porté plainte contre le film « » pour diffamation et injures présumées, au motif qu'il associait José González Jiménez, la victime assassinée que le film ridiculisait d'ailleurs, à des faits fictifs. Le maire de la localité a même demandé l'interdiction judiciaire du film [voir « Manifestation à Paradas contre le film “Los invitados” », quotidien *El País*, 26 février 1987. Disponible sur : [https://elpais.com/diario/1987/02/26/cultura/541292412\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1987/02/26/cultura/541292412_850215.html), consulté en mars 2026].

dans une large mesure à l'élément de « l'intervention de tiers » dans les faits, est celle qui a progressivement suscité un intérêt croissant dans la sphère publique. Cette relecture transparait dans des reportages de référence qui ont remis au premier plan la motivation économique et administrative potentielle et son lien avec la coopérative Coduva, tout en insistant sur les lacunes de l'enquête initiale, présentée comme étant peut-être « partielle » (Fernández de Córdoba, 2024). Ce revirement interprétatif ne clôt pas l'affaire, et en réalité ne l'explique même pas entièrement, mais il remplit parfaitement la fonction de réorganiser l'agenda médiatique : au lieu des questions liées à la psychologie des sujets exigées par Grosso, ou d'une analyse confuse des tensions et querelles domestiques éventuelles, elle présente un cadre suggestif de criminalité organisée – gestion de propriétés, flux d'argent, allégeances et silences – tout à fait en phase avec les récits journalistiques actuels. Certes, comme on l'a déjà dit, cette thèse pourrait être la plus cohérente parmi celles qui existent, mais il faut insister sur le fait qu'elle n'a jamais été prouvée judiciairement, et qu'il n'existe – ou du moins n'a pas été trouvé – aucun document ni indice susceptible de la corroborer.

La sociologie et la psychologie de la communication expliquent la pérennité de certaines affaires dans l'imaginaire collectif par leur capacité heuristique à évoquer, au présent, des époques et des institutions passées, ainsi que par leur pouvoir symbolique (Dittus, 2006 ; Martínez Posada & Muñoz Gaviria, 2009). L'affaire des Galindo réunissait les conditions idéales pour cela, car non seulement elle s'est produite à un moment d'opportunité historique, mais elle a également fonctionné comme un événement symptomatique d'un pays en transition : un caciquisme résiduel, la faiblesse des garanties, des institutions arriérées et une administration de la justice tiraillée entre les pratiques d'un régime sclérosé et les revendications démocratiques émergentes. C'est pourquoi les réinterprétations de ce récit insistent sur la prescription et l'absence d'élucidation comme sens ultime de l'affaire : ce dont la société se souvient, ce n'est plus tant le « qui » ou le « pourquoi », mais l'échec en soi. Cette mémoire collective se nourrit de rituels médiatiques – commémorations, documentaires, séries – qui ravivent l'énigme et, en même temps, reproduisent le bruit médiatique dans la mesure où chaque rediffusion introduit de légères variations par rapport aux perspectives précédentes. Ainsi apparaissent de nouveaux témoignages et des mises à jour des hypothèses qui, sans filtre expert solide, ne servent qu'à élargir l'éventail des possibilités narratives.

Le problème inhérent à cette dynamique – et cela nous ferait déjà entrer dans le cadre d'une réflexion victimologique pertinente – est que ce bruit a eu – et a toujours – un coût social : il a consolidé des étiquettes et des soupçons qui ont tant affecté les familles et les corps de métier, comme le dénoncent aujourd'hui expressément ceux qui revendiquent une mémoire digne pour les victimes, car l'interlocuteur valable dans cette affaire n'est plus l'enquête elle-même – qui n'existe d'ailleurs pas – mais un récit public t exagéré, hérité de décennies de couverture médiatique plus ou moins contestable (Maiorano, Travers & Vallières, 2023). Par ailleurs, les processus de réparation symbolique locale, comme le montre la littérature comparée en matière de gestion de la mémoire, sont nécessaires dans la mesure où ils remplissent des fonctions de restauration communautaire, même lorsque la justice pénale a échoué.

Ce qui est certain, et cela constitue une conclusion pédagogique majeure, c'est que le parcours médiatique et social des événements survenus à Los Galindos renforce la thèse centrale de cet article : l'échec de l'enquête ne se résume pas à des erreurs ponctuelles ou concrètes, car il s'agit du résultat d'un couplage dysfonctionnel de quatre niveaux

d'analyse qui nécessiteraient une étude approfondie et qui, en réalité, peuvent s'appliquer à une infinité d'enquêtes policières infructueuses et de procédures judiciaires inefficaces ; ils peuvent donc inspirer une révision des protocoles, ainsi que des exercices de mise à jour constante des « bonnes pratiques », en commençant par un contrôle bien établi des flux d'informations et des fuites :

1. De graves lacunes initiales dans l'enquête – scène de crime contaminée, arrivée tardive du juge, rupture de la chaîne d'expertise –, qui ont empêché de produire des preuves déterminantes suffisantes et, par conséquent, de formuler des hypothèses ayant une valeur probatoire.

2. Une inflation excessive de théories alimentée par une couverture médiatique intense, des réécritures fictionnelles et des bilans commémoratifs, qui ont transformé l'affaire en un « bien culturel » ouvert plutôt qu'en un dossier judiciaire, déplaçant ainsi l'attention de la confrontation des hypothèses vers la consommation narrative.

3. Des recadrages hypothétiques et romanesques de longue haleine – passant de l'événement au mobile économique –, qui ont amélioré la cohérence analytique du récit public, mais qui sont incapables de combler le déficit probatoire initial, puisqu'il ne s'agit que de réinterprétations construites *ad hoc*, sans fondement empirique.

4. Des dynamiques de mémoire sociale – notamment au niveau local – qui ont cherché à répondre à une demande de réparation symbolique face à des stigmates hérités, montrant ainsi que « l'affaire » est passée du domaine policier et judiciaire à celui de la sociologie et de la politique criminelle. Elle s'inscrit désormais dans le champ des actions liées à la gestion de la mémoire et non plus dans le contexte de la justice pénale.

D'un point de vue académique, le crime de Los Galindos constitue un cas limite où le modèle idéal de filtrage progressif censé guider une enquête criminelle est remplacé par une concurrence de récits s'appuyant sur une faible densité probatoire. En conséquence, le système a échoué dans la mesure où il n'a pas réussi à opérer la transition souhaitable entre l'élaboration de scénarios et la vérification systématique d'hypothèses, et l'espace médiatique a amplifié le bruit analytique que l'enquête – affaiblie – n'a pas pu absorber. Certes, cela implique que les preuves disponibles ne permettent pas d'établir avec certitude l'identité de l'auteur, mais cela offre néanmoins la possibilité de clore l'évaluation du processus : Los Galindos illustre un effondrement épistémologique provoqué par la convergence de défaillances judiciaires, la prolifération d'hypothèses et une couverture médiatique qui, en transformant l'affaire en « mythe criminel », a renforcé l'irrésolution comme trait identitaire de celle-ci. C'est pourquoi, plus d'un demi-siècle plus tard, cette affaire perdure moins en tant que crime qu'en tant que récit, et c'est précisément là la grande leçon qu'elle nous offre ; elle est devenue un miroir dérangeant de la fragilité institutionnelle dans les situations de tension politique et des ambivalences de la sphère publique lorsque la vérité probatoire ne peut être rétablie. C'est précisément là que réside son grand enseignement : ce terrain ambigu où germent à la perfection les interprétations conspirationnistes des faits.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- A.G.R. (2025). Comment ABC a relaté le crime de Los Galindos. *Journal ABC* (édition du 21 février) [disponible sur : <https://www.abc.es/sevilla/provincia/conto-abc-crimen-galindos-20250721134118-nts.html> , consulté en mars 2026].
- Aguilar Fernández, P. (2002). Justice, politique et mémoire : les héritages du franquisme dans la transition espagnole. Dans A. Barahona de Brito, P. Aguilar Fernández & C. González Enríquez (éd.), *Les politiques vis-à-vis du passé : procès, épurations, pardon et oubli dans les nouvelles démocraties*. Madrid : Istmo, 135-194.
- Aguilar Fernández, P. (2013). Juges, répression et justice transitionnelle en Espagne, au Chili et en Argentine. *Revue internationale de sociologie*, 71 (2), 281-308.
- Alcántara Pérez, P. (2020). *L'aigle gris : la police politique contre les ouvriers et les étudiants sous la dictature franquiste dans les Asturies et à Madrid (1956–1976)* (Thèse de doctorat). Université autonome de Madrid [disponible sur : <https://produccioncientifica.ucm.es/documentos/609922d3c1fc724a4626fdee> , consulté en février 2026].
- Anrango Narváez, D.E. (2023). *Justice procédurale, confiance et légitimité au sein de la police : comprendre le bon travail policier* (Thèse de doctorat). Université Miguel Hernández d'Elche [disponible sur : <https://dspace.umh.es/bitstream/11000/31515/1/TESIS%20SF%20Davis%20Anrango%20Narvaez.pdf> , consulté en mars 2026].
- Carrillo, M. (2023). *Le droit répressif de Franco (1936–1975)*. Madrid : Trotta.
- Chinchón Álvarez, J. (2012). *Le traitement judiciaire des crimes de la guerre civile et du franquisme en Espagne. Une vue d'ensemble sous l'angle du droit international*. Deusto : Université de Deusto.
- Corroto, P. (2024). Les Galindos, un crime sordide dans l'Espagne franquiste qui soulève encore de nombreuses questions 50 ans plus tard. *El Confidencial* (édition du 7 septembre) [disponible sur : [https://www.elconfidencial.com/cultura/2024-09-07/el-crimen-de-los-galindos-50-anos\\_3955151/](https://www.elconfidencial.com/cultura/2024-09-07/el-crimen-de-los-galindos-50-anos_3955151/) , consulté en mars 2026].
- Dittus, R. (2006). L'imaginaire social et sa contribution à la théorie de la communication : six arguments à débattre. *Signo y Pensamiento*, 25 (48), 66-76.
- Fernández de Córdoba, J.M. (2024). *Le crime des Galindos : toute la vérité*. Cordoue : Almuzara.
- García Valdés, C. (1975). *Le régime pénitentiaire en Espagne. Recherche historique et systématique*. Madrid : Institut de criminologie.
- Gil Chaparro, F. (1999). *Le crime des Galindos : reportage sur l'un des événements les plus saisissants et énigmatiques de l'« Espagne noire »* [Groupe de recherche sur la structure, l'histoire et les contenus de la communication]. Séville : Université de Séville.

- Goffman, E. (1961). *Asylums : Essais sur la situation sociale des malades mentaux et autres détenus*. New York : Anchor Books.
- Gómez, J. (2025). Los Galindos : 50 ans après le crime qui a bouleversé Séville et qui reste non élucidé. *Sevilla Actualidad* (édition du 6 juin) [disponible sur : <https://www.sevillaactualidad.com/provincia/574518-los-galindos-50-anos-del-crimen-que-estremecio-a-sevilla-y-sigue-sin-resolver/> , consulté en mars 2026].
- González Martínez, C., & Ortiz Heras, M. (2007). Contrôle social et contrôle policier sous la dictature franquiste. *Historia del Presente*, 9, 27-44.
- Grosso, A. (1978). *Les invités*. Barcelone : Éditions Planeta.
- Jamardo Lorenzo, A. (2024). *Construction jurisprudentielle et évolution de la chaîne de conservation des preuves : analyse systématique*. Madrid : Colex.
- Lara Lara, I. (2023). *Imaginaires sociaux, valeurs et engagements éducatifs de la Guardia Civil* (Thèse de doctorat). Université autonome de Madrid [disponible sur : <https://repositorio.uam.es/entities/publication/851443c1-1a22-46eb-a9b1-d4c508e29074/full> , consulté en février 2026].
- MacIntyre A. (2006). Crises épistémologiques, récit dramatique et philosophie des sciences. Dans *The Tasks of Philosophy: Selected Essays*. Cambridge University Press, p. 3-23.
- Maiorano, N., Travers, Á., & Vallières, F. (2023). La relation entre les mythes sur le viol, la revictimisation par les forces de l'ordre et le bien-être des victimes d'agression sexuelle. *Violence Against Women*, 29 (14), 2873-2890. <https://doi.org/10.1177/10778012231196056>
- Martínez Posada, J. E., & Muñoz Gaviria, D. A. (2009). Approche théorique et méthodologique de l'imaginaire social et des représentations collectives : notes pour une compréhension sociologique de l'image. *Universitas Humanística*, 67, 13-38.
- Notario, Á., & Corrales Díaz-Pavón, J. (coord.). (2025). *La fin du franquisme : culture et contre-culture en période de changement*. Albolote (Grenade) : Éditions Comares.
- Ortiz Heras, M. (2019). Politiques sociales dans l'Espagne rurale de la fin du franquisme à la transition. Dans R. Quirosa-Cheyrouze y Muñoz & E. Martos Contreras (éd.), *La transition sous un autre angle. Démocratie et monde rural*. Madrid : Sílex, 121-147.
- Pastor Rodríguez, E.J. (2025). *Inocentes*. Séville : LaBaja Andalucía.
- Pérez Abellán, F. (1976). *Orgie de sang*. Madrid : Éditions Sedmay.

Quesada Aguilar, J. S. (2021). *Vive l'ordre et la loi ! Une approche de la Guardia Civil à la fin du franquisme et pendant la transition vers la démocratie* (Thèse de doctorat). Université de Jaén [disponible sur : <https://ruja.ujaen.es/items/298389f7-4098-4503-bbb7-25470bdd4534> , consulté en février 2026].

Saferstein, R. (2011). *Criminalistics: An Introduction to Forensic Science* (10e éd.). Londres : Pearson.

Sánchez Recio, G. (2017). La dictature franquiste et l'historiographie du franquisme. *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, 52, 71-82. <https://doi.org/10.4000/bhce.308>

Tuesta Castro, V. H. (2024). Constitutionnalité de la prévention et des enquêtes policières : une analyse juridique et technico-opérationnelle. *ESCPOGRA PNP*, 4 (1), 1-32. <https://doi.org/10.59956/escpograpnpv4num1.1>